

L'essoreuse repart !

La Direction présente un mauvais coup pour les salariés. Elle prépare un plan appelé « Projet Identité des sites », selon elle pour revitaliser, remobiliser et stabiliser les sites. Foutaises ! Il se traduit par environ 700 mouvements de personnels et un peu plus de 1000 mouvements de charges (équivalent homme/an) entre les établissements d'ALF : Lannion, Orvault, Ormes, Villarceaux et Vélizy. Ces mouvements se feraient tout azimut, Paris/Paris, Paris/Province, Province/Paris et Province/Province.

Depuis 2006, après les 4 PSE suivant la fusion entre Alcatel et Lucent, puis le co-sourcing, la direction utilise une méthode éprouvée par le passé, appelée « essoreuse ». Ce plan affaiblirait une nouvelle fois les compétences françaises. C'est à rapprocher avec l'organisation d'une « braderie » à Vélizy pour inciter à quitter la compagnie : présence de différentes entreprises telles que EDF, SNCF, Véolia, Thalès, EADS, AREVA, PSA, Renault, SAFRAN, AXA, Schneider Electrique, ...



Un plan pour supprimer des emplois

Volontairement ou non, ce plan aboutira à une forte diminution d'emplois.

Le regroupement d'activités aura des conséquences négatives sur la tenue des projets et sur la vie des salariés :

- Le licenciement des salariés ne pouvant pas accepter leur mutation, pour des raisons familiales, de transport, ...
- Des séparations et déplacements de familles, perte d'emploi des conjoints, altération de la santé mentale et physique, perte de pouvoir d'achat... pour ceux qui seraient contraints à ces mutations subies,
- La perte et l'appauvrissement des compétences des équipes,
- La fuite des plus jeunes,
- Une nouvelle fragilisation des services partagés entre la France et les autres pays comme les US, la Chine ou l'Inde,
- La mise en concurrence entre les sites et le risque accru de la disparition de sites.

Les dangers de-mono-métiers sur chaque site

Les changements de métier souhaités par les salariés impliqueraient de changer de site. Par exemple, un salarié travaillant en R&D souhaitant se tourner vers un métier des offres devrait changer de site géographique.

Une prime de motivation démotivante

La direction prévoit un coût de 15 M€ pour cette opération. Il serait amorti en 15 mois par un gain de productivité estimé à 3%. Pour la même dépense, une prime de 2300€ aux 6500 salariés d'ALF serait plus motivante.

Si l'on veut cesser de partager des études sur plusieurs sites, que la direction commence par arrêter la prestation délocalisée (Inde, Chine), car c'est bien elle qui fait baisser la productivité des études.

Comment faire autrement ?

- En redonnant des charges pérennes à l'ensemble des sites,
- En redonnant à la France le rôle de siège pour la compagnie

- Par la définition d'objectifs clairs pour les sites,
- Par la poly-activité par site, pour assurer leur pérennité,
- Par l'implantation de services entiers sur le même site,
- Par un plan de reconversion adapté,
- Par des embauches de jeunes pour rééquilibrer la pyramide des âges des sites et les redynamiser,
- Par une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences.

Nous espérons une trêve pour cicatriser les dégâts causés par les plans sociaux précédents. Nous avons besoin de stabilité pour travailler efficacement. Nous espérons un rééquilibrage des charges entre les sites pour leur donner un avenir. Nous espérons un arrêt de ce dogmatisme aveugle qui met au centre de ces réorganisations la sacrosainte délocalisation dans les pays à bas coût.

Après l'externalisation de l'activité du NGN mobile qui engendre un surcoût et des risques commerciaux démesurés, la direction prend le chemin des coupes sombres dans les établissements.

Dernières nouvelles du CCE

M. Barnabé annonce pour ALF trois directions d'établissement, Paris Sud regroupant Vélizy, Villarceaux et Ormes, Bretagne Atlantique regroupant Lannion, Orvault/Rennes et le dernier Paris Nord constitué de Eu et Marly (plate forme de stockage). Il ne resterait que trois responsables d'établissement.

Le CCE a été suspendu à la demande des élus, et les salariés ont envahi la salle du CCE. Après des échanges vifs et passionnés avec la direction, les salariés ont refusé de quitter la salle lorsque M. Baichère a demandé à reprendre le cours du CCE. L'ensemble de la direction a donc décidé de suspendre le CCE jusqu'à vendredi. Celui-ci reprendra uniquement sur les aspects opérationnels.